

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## ESPAGNE RÉPRESSION PERMANENTE

Chaque jour des camarades libertaires espagnols tombent, victimes de la répression franquiste. A l'exception de quelques cas isolés, comme celui de l'écrivain Albert Camus, répondant récemment à Gabriel Marcel dans « Combat » par son article « Pourquoi l'Espagne », la conspiration du silence s'efforce d'enfermer la valeureuse Espagne libertaire dans l'oubli et l'indifférence. Qu'importe que les hommes tombent, assassinés par le dictateur catholique ! Des considérations « supérieures » sont en jeu et les démocraties doivent épargner Franco ; l'Espagne ne doit-elle pas devenir le pivot de la stratégie américaine lors de la prochaine troisième guerre mondiale ? L'infanterie de Franco n'est-elle pas appelée à s'unir à l'Armée Féderée ? de Delattre de Tassigny et de Montgomery pour un nouveau « baroud » d'honneur.

Les journaux, même ceux de « gauche » préfèrent émouvoir leurs lecteurs avec les derniers scandales, plutôt que de se faire l'écho des tragiques faits divers d'outre-Pyrénées. Qu'ont-ils dit lors des assassinats de Soler, Carballeira, d'Amador Franco, d'Antonio Lopez et de tant d'autres de nos camarades ?

Une fois de plus, nous sommes presque les seuls à crier au monde l'indignation des hommes libres, mais nous le faisons du plus profond de notre cœur, avec cette sourde colère, qui, un jour soulèvera les esclaves contre leurs tyrans. A la répression permanente de Franco, nous devons opposer notre opposition permanente, active, généreuse.

Franco essaie de camoufler ses assassinats politiques en prétendant que nos camarades ont commis des actes criminels. Ces procédés de basse police sont vraiment trop faciles, trop classiques. Mais un régime qui en arrive là pour survivre prouve lui-même qu'il est débile, caduc et condamné.

Nos camarades, eux, meurent la tête haute, sans implorer de pardon.

A l'époque de Francisco Ferrer ou de Sacco et Vanzetti, de tels crimes auraient soulevé une indignation mondiale.

Aujourd'hui, l'homme est un atome perdu dans l'univers totalitaire et concentrationnaire, quelque chose qui ne compte pas, de plus en plus étranger à sa propre société.

C'est l'absurdité tragique de notre temps. Mais il n'est d'absurdité que l'on ne puisse dépasser, de mur que l'on ne puisse franchir. Il est des hommes qui n'abjettent pas. Nous sommes avec ceux qui osent marcher à contre-courant, avec ceux qui, jusqu'au bout, restent fidèles à eux-mêmes.



## L'U.R.S.S. vue par un anarchiste

### NOTES IMPORTANTES

1<sup>o</sup> Certains lecteurs ont émis des doutes sur la « réalité » de l'existence du camarade russe interviewé. On comprend pourquoi nous ne pouvons donner son nom, même, depuis son départ pour l'Australie.

Mais il y a un moyen de nous confondre : que « l'Humanité », « la Pravda », ou « la Vie Ouvrière » (avec le retour du pèlerin pas très curieux Leriche), apportent LA PREUVE (textes de lois, de jugements, etc...), que les affirmations publiées au cours de notre enquête sont fausses. Que ces journaux nous parlent donc des « pro-gou » ! Mais « l'Humanité » préfère le silence...

2<sup>o</sup> Un camarade nous signale que les revues pro-soviétiques fixent des chiffres de traitement pour les administrateurs plus importants que ceux donnés dans notre article n° 1.

Nous tenons à préciser que les chiffres que nous avons donnés sont parfaitement exacts pour la grande masse des directeurs d'usines (usines de 500 à 2.000 ouvriers). Les traitements très élevés (au-dessus de 2.000 roubles) sont très rares et ne concernent que les directeurs de quelques usines de grande importance (plus de 20.000 ouvriers). Ajoutons que le directeur d'usine (le directeur seulement) perçoit une prime de 150 % de son traitement si le plan est exécuté à temps.

### L'AGRICULTURE (IV)

— Avant d'en venir à d'autres points, l'opposition des « Koulaks ». Que peuvent-on objecter à cela ?

— Les vrais Koulaks avaient été « liquidés » avant 1929. On désigne comme « Koulaks » à partir de cette période même les pauvres qui étaient

adversaires de l'entrée au kolkhoze. Certes, une nouvelle couche sociale paysanne s'était formée à partir de 1923, au temps de la NEP, mais ces « Koulaks » nouvelle manière ne possédaient au plus qu'une maison (en briques), 1 cheval, 2 ou 3 vaches.

Ces paysans, même s'ils étaient d'anciens partisans rouges, même s'ils n'explotaient aucun personnel, furent déclarés « Koulaks » s'ils n'entraient pas au kolkhoze.

— Mais on peut estimer que pendant la NEP, la situation s'était améliorée à la campagne !

— Effectivement. Il y eut même une migration de la ville vers la campagne, arrêtée par la collectivisation forcée et la baisse du niveau de vie du paysan.

— Pour finir avec la vie au village en U.R.S.S., pouvez-vous affirmer qu'il n'y ait aucun changement, aucune amélioration d'année en année ?

— Bien au contraire. Par exemple, dans une nouvelle république comme l'Esthonge, on s'efforce d'inciter le paysan à venir au kolkhoze lorsque la collectivisation n'est pas rendue obligatoire et pendant qu'on liquide les Koulaks, on attire les seringatins et les vedettes en leur promettant... 6 à 8 kg de blé par jour de travail (mais au moment des travaux saisonniers — récoltes — seulement). Puis peu à peu, le régime se durcit.

Partout, depuis la guerre, aux impôts et prélevements que je vous ai cités l'autre jour, sont venus s'ajouter des prélevements pour l'armée, pour les invalides, les veuves. La guerre finie, les prélevements ont continué.

Autre chose : après vingt ans de collectivisation, aucune sécurité n'existe pour le paysan. S'il est malade, il ne

(Suite page 2, 1<sup>o</sup> col.)

### Ceux qu'il faut connaître

## « LA RÉPUBLIQUE MODERNE » fait peau neuve...

Après la crise de Franc-Tireur, dont les rédacteurs se sont installés à « Libération » comme en pays conquis — en couvrant leur retraite d'un épais rideau de quadruples coups de feu, l'Anarchie, dont la rédaction fonde un nouvel organe, ou plutôt le même organe sous un nouveau titre : La République Féderale en fusionnant avec « Masses ». De l'idéologie de C.M. Hyatt et Robert Aron, notre camarade Fontaine, toutefois, n'a rien à dire. Nous nous n'y revoyons pas. L'équipe a « travailisé » qui leur succède ne paraît en rien mériter la distinction nécessaire entre le journalisme d'idée et le journalisme d'argent. A feuilleter le numéro de novembre, on reste pantois devant le confusionisme — cette « révolution » voulu — des héritiers du titre ».

A première vue, l'orientation semble à peu près la même. « Sortir du Capitalisme sans tomber dans le totalitarisme » est une devise acceptable. Dénoncer Thorez, Quellie et de Gaulle, pourfendre l'imperialisme russe et son rival américain, sans oublier la Grande-Bretagne, que nous « travaillions ensemble » (sic), onzième, onzième, moquer Bidault, et sa tentative avortée de reconstruire sous son épide un « Front popu » P.C.-S.F.I.O.-M.R.P. ; constater la décomposition politique du syn-

dicalisme dont les trois grandes centrales sont reconnues comme de simples appendices des partis sunnismes, — c'est tenir un langage fort raisonnable, et parfois plus que raisonnable. Mais il est des signes infallibles auxquels un lecteur avisé doit être sensible.

Mais il est des signes infallibles auxquels un lecteur avisé doit être sensible. C'est d'abord l'absence de toute condamnation de l'impérialisme russe et de l'impérialisme de « grande nationale ». La France est présentée comme un pays « d'immenses ressources », mis à sac par des hommes à la solde de l'étranger. Les communistes sont des « traitres à la patrie » ; De Gaulle, autrement, est « un imperialiste et un Américain », aurait été témoignage de B. Townroe qui dirige l'Association Franco-Britannique, la paternité d'un plan de rattachement de la France à l'Empire Britannique (un gouvernement, deux parlement), le même danger d'absorption réapparaît, permis d'adhérer par un traité d'Union à la citoyenneté britannique, sans même reconnaître la couronne royale d'Angleterre (sic). Trop d'ardour à dénoncer les menées étrangères — Voilà qui fait dresser l'oreille. Car ce sont appartenir tout particulièrement aux journaux qui passent aux guichets, tout au

(Suite page 2, 1<sup>o</sup> col.)

## EN CHINE ON SE BAT pour les capitaux américains

La faiblesse économique, l'impossibilité d'exporter de l'U.R.S.S. facteurs prédominants de la politique en Chine

Il semblerait que l'interminable guerre civile qui ravage depuis plusieurs dizaines d'années l'immense république chinoise, s'achemine vers sa solution définitive.

Les armées de Tchang Kai Chek refluent vers le Sud, abandonnant la Mandchourie à l'armée rouge, laissant Pékin, la vieille cité impériale, encerclée, et s'apprêtant à défendre les passages du Houang-Ho (fleuve Jaune), à livrer devant Nankin la bataille qui décidera du sort de la République.

Les nationalistes débordés ont vainement fait appel aux Américains. Ceux-ci qui si souvent ont été les banquiers du Kouomintang semblent avoir perdu toute confiance en un redressement possible de la situation militaire en faveur de Tchang. Ils ont resserré les cordons d'une bourse autrefois largement ouverte et négocié avec Mao Tsé Tung.

Le monde étonné s'interroge sur les raisons de ce subit revirement de la Maison Blanche, pourtant habituée à considérer l'Empire Céleste comme un débouché naturel ouvert à l'industrie prolifique des Etats-Unis. Des explications diverses sont avancées par les commentateurs de la presse mondiale, toutes ayant un caractère d'objectivité certaine et méritant d'être examinées.

Pour certains, le réalisme des dirigeants américains l'aurait emporté sur la sentimentalité idéologique. La Chine de Tchang serait apparue au département d'Etat comme absolument corrompue, livrée à une administration concussionnaire, à des politiciens tarés, à des généraux continuant la tradition du « seigneur de la guerre » toujours prêt à négocier avec le plus offrant, quitté à l'abandonner à son tour, au hasard des fluctuations de la situation militaire ou politique. Devant l'impuissance du gouvernement central à enrayer cette décomposition, Wall Street se serait décidé à cesser de remplir ce

tonneau des Danaïdes et de pousser Marshall à négocier avec le vainqueur afin de limiter les pertes que ne manqueront pas de causer au capitalisme américain l'affondrement escompté du Kouomintang.

Pour d'autres, le caractère « libéral » du communisme chinois, son « indépendance » vis-à-vis de Moscou, la forme que prend la « socialisation » des campagnes, son impuissance à pénétrer rapidement dans une masse statique et encore toute imprégnée d'une civilisation millénaire, auraient rassuré Washington qui n'aurait plus vu à travers cette « socialisation libérale » qu'un élément de progrès, de rajeunissement susceptible de se tourner vers la grande puissance en état de hâter son industrialisation.

Enfin des spécialistes n'ont voulu voir dans la bataille qui se livre en Chine, un front secondaire d'une taille plus vaste, à l'échelle du monde. Les Etats-Unis persuadés que la bataille principale se livrera en Europe, auraient volontairement abandonné la Chine pour concentrer tous ses efforts en Allemagne.

On parle également d'antagonisme entre les Etats-majors rouges, entre Staline et Mao qu'on nous présente comme un nouveau Tito, ce qui expliquerait l'attitude américaine, certaine de pouvoir continuer à pêcher dans les eaux troubles de la Chine.

Il y a certainement du vrai dans tout cela, mais il faut convenir qu'il est bien difficile à un européen de percevoir tous les ressorts qui font mouvoir les divers impérialismes qui se disputent l'immense république chinoise. Pourtant il existe un certain nombre de faits que l'on peut considérer comme des quasi-certitudes.

Ceux qui tablent sur la structure actuelle de l'économie en Chine soviétique, ne doivent pas oublier que la soviétisation ne prend dans sa première phase que très rarement le caractère de l'étatisation intégrale. Ce n'est qu'au moment où la clique stalinienne a la mainmise sur tout le pays, sur tous les rouages de l'Etat, et cela s'obtient à l'aide de formules « communistes libérales » telles que : « la terre aux paysans par le partage entre tous », qu'elle revient, sous prétexte de la nécessité d'augmenter la productivité, à l'expropriation totale au seul profit de l'Etat. Les exemples des démocraties populaires, en particulier de la Pologne, sont probants. Or rien dans l'at-

titude de Mao ne peut permettre d'affirmer que la conquête de la Chine terminée il ne se conformera pas à la tactique déjà expérimentée et cela quelle que soient ses divergences « supposées » avec Moscou.

Le départément d'Etat ne doit pas ignorer ce danger. Un autre fait existe, que contestable lui non plus. C'est l'impossibilité où se trouve la Russie d'outiller, d'industrialiser la Chine. L'économie soviétique ne peut que difficilement exporter l'outillage nécessaire à ses gouvernements satellites et l'on peut penser que longtemps encore, Moscou, obligé d'alimenter économiquement les démocraties « populaires » du bassin du Danube sera dans l'impossibilité d'aider efficacement Mao. Car ce serait au détriment des Etats d'Europe Centrale alors livrés pieds et poings liés aux Anglo-Saxons.

On peut donc penser que devant cette nécessité pour la Chine nouvelle de passer par leur économie, les Américains ont préféré abandonner le gourfe nationaliste de manière à reporter leurs crédits et leur outillage à une administration communiste, plus ferme.

(Suite page 2, col. 3.)

### A Compiègne LES « BEAUTÉS » DE L'ARMÉE

L'armée organise une exploitation d'un genre nouveau. MM. les Officiers de la base aérienne de Compiègne ayant décidé de s'offrir une petite fête et manquant de fonds (ces tout petits crédits militaires !), ont eu l'idée originale de recourir au lampiste.

A cet effet, on procéda au lancement d'une tombola dite « des œuvres sociales de la garnison de Compiègne », et les permissions ne furent plus délivrées qu'accompagnées d'un carnet de billets.

Comme on pouvait s'y attendre les dits carnets revinrent intacts la semaine suivante au bureau du colonel.

Celui-ci entra immédiatement dans une colère bleue, renvoya les carnets et donna l'ordre de ne plus délivrer de permissions que contre remise des 100 fr. prix du carnet. Sur ces entrefaites arrivèrent les recrues de la classe 48/2. On commença par les enfermer trois semaines en prétextant les nécessités de l'instruction (?), après quoi leur première sortie fut conditionnée par l'achat des derniers carnets invendus.

Il y eut bal, buffet garni, et les 2<sup>e</sup> classes furent autorisés à y assister, moyennant 250 francs d'entrée et le port d'une tenue civile en rapport avec la présence de trois généraux et d'une ribambelle de colonels !

### Dépenses militaires 500 MILLIARDS

### Equipement 269 MILLIARDS

## Quand les Staliniens font appel au chauvinisme allemand

Il y a environ 100.000 travailleurs allemands en France. Le P.C.F. ne les a pas oubliés. Pendant des années il a exigé l'extermination massive des travailleurs « boches », ensuite il a lutte contre la libération « prémature » des prisonniers de guerre allemands. Maintenant il publie un petit journal de langue allemande à destination de ces mêmes victimes des chauvinismes européens.

Nous avons devant nos yeux le « Bulletin intérieur d'information pour les travailleurs allemands adhérents de la C.G.T. », en allemand simplement « C.G.T.-Information », n° 5 du 10 décembre 1948.

Ce journal est écrit par des staliens français qui — dans un allemand orthographiquement assez fragile — font appel au « sentiment national allemand » !

On savait déjà que le P.C. allemand a comme mot d'ordre principal « l'Unité Nationale Allemande », que les staliens allemands se disent « les meilleurs Allemands ». Ce qu'on ne savait pas encore, c'est que les staliens français, l'avant-garde du chauvinisme français et antiboche, se présentent aux travailleurs allemands en France comme champions de la cause nationaliste allemande. Si jamais la duplicité stalinienne avait besoin d'être démasquée elle l'est dans « C.G.T.-Information ».

André Tollet, secrétaire de la C.G.T. s'adresse aux travailleurs allemands et leur dit que les crimes nazis ont « sali votre honneur national » ; il leur assure que les travailleurs français « ne feront jamais la guerre à d'autres peuples et surtout pas à l'U.R.S.S. ». On sait que le P.C. allemand exige la nationalisation de la Ruhr par un Etat central allemand, alors que le P.C.F., contrairement à la section allemande, exige « le contrôle français ». Comment s'en sortir ?

(Suite page 2, col. 6.)

### P.T.T.

Les P.T.T. forment le système nerveux du territoire. Leur arrêt, même partiel, entraînerait de graves perturbations et leur suppression serait la source de catastrophes inimaginables.

Par exemple, on ne pourrait plus utiliser le compte chèque postal pour virer au C.C.P. 5561-76, Robert Joulin, 145, quai Valmy, Paris, les soixante francs nécessaires pour un abonnement de propagande donnant droit à dix numéros !

Les P.T.T. fonctionnent ! Profitez-en ! PARANTE.

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Ah ! quel système !

même. Je l'avais surpris en train de donner à son chien une aile de perdreau. Tableau plein de touchante bonté.

« Le matraquage ? Les mitrailleuses ? Les gréviés tués ? Mais, monsieur, j'en suis la première victime ! Ah ! quel système ! Heureusement que mon ami Bourdet a remis les choses en place ! »

Heureusement ! Quel système, quel castel !

Continuant mon enquête, j'allai chez mon patron !

« Hélas, me répondit-on, il n'est pas là... Il a été obligé de partir chasser le canard en Sologne ! »

Ah ! quel système !

Thorax ensuite me reçut dans son castel :

« Eh, oui, mon cher, vous le voyez ; moi qui étais si bien au fond de la mine, je suis maintenant obligé de vivre dans le luxe, dans les tapis, dans la ouate, pour tout dire ! Je mange trop, je grossis, je digère mal ! Vivement que nous ayons un gouvernement d'union démocratique ! Ah ! quel système ! »

A Colombey-les-Trois-Eglises, je m'is introduire chez de Gaulle. Un magnifique portrait de de Gaulle en pied, miroir en main et sabre au clair, ornait tout un panneau. Sur la cheminée, un buste de de Gaulle, et sur son bureau trois photos de de Gaulle.

Avec une brusquerie toute militaire, il répondit à ma question :

« Le système ? Connais pas... »

« Mais enfin... »

« Connais pas ! Connais que le système de Gaulle ».

« Ah ! Ah ! Vous êtes R.P.F. ? » lui dis-je. Il acquiesça et me fit jeter dehors.

Enfin, et pour terminer, Bourdet me reçut. Il était éxénqué, affaissé. Avec un pareil système, cela se comprend !

« Enfin, lui demandai-je, pourquoi avez-vous écrit un tel article ? »

« Pourquoi ? Et il leva les bras au ciel ! »

« En voilà une question ! Mais j'y suis obligé, mon cher, obligé ! »

Ah ! quel système ! Quel système !

L'éditorial de Claude Bourdet dans « Combat » du 25 décembre m'a profondément ému.

On y lit cette phrase : « Souhaitons que les communistes se souviennent que c'est, selon leur propre doctrine, le système social qui est mauvais et non la nature des hommes et qu'il est donc inutile de voter aux géométries M. de Gaulle, M. Marshall, M. Jules Moch qui sont, eux aussi, victimes du même système. »

Voilà une lueur nouvelle, une lueur fulgurante et qui éclaire d'un jour nouveau la souffrance des hommes. A dire qu'on ne s'était pas encore aperçue que, ministres, députés, ambassadeurs et généraux succombent eux aussi sous les poids de l'injustice, des bas salaires, de la faim et des semelles trouées ! Que tous ceux qui errent dans les chalets et roulent carrosse sont les victimes ignorées, les spectres douloureux du système !

Et, tout de suite, j'ai voulu faire amende honorable. Je me suis d'abord adressé à un fils : « Vous êtes une queue de vache, mais une victime, voyez. Une victime ! Ah ! quel système ! »

Le fils soupira profondément et me répondit : « Hélas, quel système ! et il me donna gentiment un vigoureux coup de matraque.

M'étais déguisé en clochard, je me postai à l'entrée d'un cabaret chic. Un gros homme titubant en sortit bientôt. Il avait l'air bien malade !

« Hélas, lui dis-je. Vous êtes une victime ! Ah ! quel système ! »

Il me donna 10 francs et s'engouffra dans sa Buick il hoqueta : « Ah ! quel système ! »

Moch lui-même souffre, non doutons pas. Il me l'a d'ailleurs confirmé lui-

(Suite de la première page)

reçoit aucun secours. Quelquefois, si le directeur est humain, on lui verse de l'argent, mais elle sera déduite de son compte en fin d'année.

Pendant la guerre il a couru des brûlures selon lesquels le système kolkhozien serait supprimé, ceci pour alimenter l'espérance des masses paysannes en un avenir meilleur.

En fait le régime, après l'épuration de 1946, est resté ce qu'il était avant 1939.

Une telle situation du travailleur doit jouer sur la production agricole dans un pays qui pourtant passe pour un des premiers. Les Staliniens nous ont assez dit que l'U.R.S.S. pouvait ravitailler ses alliés. Qu'en est-il au contraire ?

— Les exportations n'existent qu'au prix de privations terribles pour le peuple russe.

Nous avons ri (amèrement), nous autres Russes, en 1945, quand l'U.R.S.S. a livré du blé à la France car à ce moment-là, le pain était sévèrement rationné et nous ne trouvions pas un gramme de farine dans les boulangeries.

La même chose en 1941. A ce moment, le pacte Staline-Hitler fut parfaitement appliquée par Staline : des millions de tonnes de produits furent livrés jusqu'au dernier moment.

Les trains de 80 wagons se suivaient chaque nuit, en direction de l'Allemagne, sur toutes les lignes. J'ai pu vérifier cela à ce moment, grâce à la complicité de chemins qui étaient soumis à serment et ne travaillaient que de nuit. Des wagons de sucre, de farine, de volailles, étaient prêts à partir quand la guerre a commencé, alors que l'Angleterre avait prévenu Staline des projets des Allemands. Et pendant ce temps, des enfants mouraient d'inanition.

Ceci explique que dans les premiers temps, avant que les atrocités nazies en territoire occupé aient dressé les Russes contre Hitler, la guerre fut accueillie comme une délivrance. Rappelez-vous l'avance des Allemands dans les premières semaines.

— Qu'exporte surtout l'U.R.S.S., en tout temps ?

— Je répondrai en une phrase : tout

ce qui est de bonne qualité et qui rapporte des dollars : matières premières, blé, beurre, conserves de viande et poisson, coton, volailles, bois. Du bois surtout, car dans ce domaine la Russie peut concurrencer le reste du monde : les forêts sont immenses, la main-d'œuvre est pour rien (déportés, camps de concentration).

— On peut penser que, même en privant le peuple russe, le gouvernement, pour exporter, dispose d'une production très puissante ?

Par les chiffres totaux, oui. Mais ceci n'est vrai qu'à cause de l'immensité de l'U.R.S.S. En fait, le rendement est faible, 30 % des produits sont perdus dans les champs ou dans les dépôts.

La consommation des Russes est très inférieure : dans les magasins des villes (magasins d'Etat) les produits sont de mauvaise qualité. Il est vrai qu'il y a, en plus, le marché kolkhozien.

— A propos, lorsqu'un kolkhoze ne livre pas à l'Etat ce qui lui est imposé, il n'est pas rien vendre au marché ?

Dans des tels cas, le Pouvoir interdit la vente, non seulement des produits des kolkhozes, mais même des produits des jardins individuels des kolkhoziens. De plus, si des kolkhozes (sur soixante par exemple) n'ont pas fait leurs livraisons complètes, l'interdiction de vendre s'étend à tous les kolkhozes du district : punition collective !

Ce sont les villes surtout qui en soutiennent, car le marché kolkhozien, bien que cher, nourrit, en fait, les populations.

— Les 30 % de perte sur la production, à quoi les attribuez ?

— Au manque d'intérêt total des travailleurs pour une production dont ils ne profitent pas. Ainsi, la récolte n'est jamais faite à temps. Le kolkhoze ne possède aucune machine et c'est l'Etat qui détient l'essence. Tout le travail mécanique est accompli par les M.T.S. Pour le reste, pour la moisson, par exemple, on recrute dans les villes des équipes de secours. C'est la période de l'année pendant laquelle les kolkhoziens ont du travail. A ce moment même, on va les chercher pour travailler, car ils ne travaillent avec intérêt que leur parcelle individuelle qui les fait vivre.

Et sur ces parcelles, le rendement est plus fort que sur les terres des kolkhozes.

La perte des produits ne s'effectue pas qu'aux champs, mais aussi dans les dépôts.

— A ce sujet, pourriez-vous nous indiquer comment se fait la collecte des produits ?

— C'est extrêmement compliqué, les organismes sont multiples, varient suivant les produits. Les kolkhozes livrent aux entrepôts régionaux. Pour le blé, l'entrepreneur est le zagozerno ; pour le bétail, c'est le zagozot ; pour la volaille, le pitz-prom ; pour le beurre et le lait, le maslo-mol-prom ; pour les légumes et fruits, le plod-ovoschitsch, etc...

Aux complications bureaucratiques, s'ajoutent les combinaisons : les responsables des entrepôts falsifient les comptes, ils enregistrent des chiffres moins importants que les livraisons réelles, le vol est courant.

— Le vol et la combine semblent, là encore, des faits courants de la vie en URSS. R.

— Des dizaines de milliers de paysans sont condamnés annuellement. Ces vols sont parfois insignifiants, mais ils sont renouvelés nécessaires pour vivre. Les condamnations pour sabotage sont nombreuses également.

Dans le code, il existe un paragraphe spécial pour le vol de blé, prévoit de cinq à dix ans d'I.T.K. Au début, on publiait les sentences des tribunaux dans la presse pour terroriser les paysans.

Les directeurs, pour éviter toute responsabilité, invoquent souvent les accidents, ils chargent le gendarme, le simple employé.

Une épuration spectaculaire a eu lieu en 1946 dans les organismes de l'administration. Les dénonciations pleuvait, les procès furent si nombreux que l'épuration fut arrêtée.

— Mais pourtant, les revues d'inspiration stalinienne vantent les progrès de la production soviétique ?

— Lorsqu'elles donnent les chiffres de production (ou d'augmentation de production) des kolkhozes, elles devraient mettre en regard la production des mêmes terres avant la collectivisation forcée. Au moins, pourrait-on conclure scientifiquement.

Ce qui est indéniable, c'est que les directeurs de kolkhozes truquent les chiffres. De la façon suivante : si on leur demande de produire, par exemple, 450 quintals de grain pour 10 hectares, ils font ensemble 15 hectares mais n'en déclarent que 10. Ainsi, ils arrivent même parfois, à dépasser le chiffre demandé et ils ont alors droit aux articles de journaux élogieux. C'est ainsi que des kolkhozes réalisent 150 % du plan sur certains produits !

— Le pouvoir ne peut ignorer cela. Laissez-moi faire ?

— Les présidents des centres sont personnellement responsables de la production des kolkhozes de leurs secteurs. Si, par exemple, ce plan n'est pas exécuté, ils sont signalés dans les journaux pendant leur poste, peuvent être poursuivis.

Aussi sont-ils complices des truquages.

Il y a bien une épuration de temps à autre. La dernière qui a eu lieu en 1946,

me, moins corrompu, possédant plus d'autorité et susceptible de garantir à Wall-Street leur investissement dans des entreprises RENTABLES, sûrs qu'ils étaient de pouvoir freiner l'Etat-impérialiste de la Chine, dans l'impossibilité de se passer d'eux.

Il semble d'ailleurs que le Département d'Etat ne s'en soit pas tenu là. Son refus d'aider la Chine nationaliste, n'a pas empêché l'apparition sur le front d'une aviation nombreuse et jusqu'ici inconnue. Tout le monde connaît l'« indépendance » des géants américains et il est possible que tel Clancy en Europe, Mac Arthur soit l'argument discret et désavouable dont on se sert dans les coulisses. L'offensive communiste ailleurs perdu ce caractère spectaculaire qu'elle avait il y a un mois. Des explications ont certes été données, mais nous savons que les militaires n'en sont jamais avares.

Dans cette gigantesque qui se joue en Asie, l'homme compte pour peu. Dans la stabilité retrouvée, il y a assez d'illusions pour rassurer la conscience puritaine du capitalisme anglo-saxon. Souhaitons sans trop croire que dans l'évolution économique de la Chine se trouvent les éléments qui transformeront la révolte spontanée des paysans en une action déterminée et positive contre le dollar roi et contre l'Etat autoritaire et fasciste.

— Le pouvoir peut ignorer cela. Laissez-moi faire ?

— Les présidents des centres sont personnellement responsables de la production des kolkhozes de leurs secteurs. Si, par exemple, ce plan n'est pas exécuté, ils sont signalés dans les journaux pendant leur poste, peuvent être poursuivis.

Aussi sont-ils complices des truquages.

Il y a bien une épuration de temps à autre. La dernière qui a eu lieu en 1946,

me, moins corrompu, possédant plus d'autorité et susceptible de garantir à Wall-Street leur investissement dans des entreprises RENTABLES, sûrs qu'ils étaient de pouvoir freiner l'Etat-impérialiste de la Chine, dans l'impossibilité de se passer d'eux.

Il semble d'ailleurs que le Département d'Etat ne s'en soit pas tenu là. Son refus d'aider la Chine nationaliste, n'a pas empêché l'apparition sur le front d'une aviation nombreuse et jusqu'ici inconnue. Tout le monde connaît l'« indépendance » des géants américains et il est possible que tel Clancy en Europe, Mac Arthur soit l'argument discret et désavouable dont on se sert dans les coulisses. L'offensive communiste ailleurs perdu ce caractère spectaculaire qu'elle avait il y a un mois. Des explications ont certes été données, mais nous savons que les militaires n'en sont jamais avares.

Dans cette gigantesque qui se joue en Asie, l'homme compte pour peu. Dans la stabilité retrouvée, il y a assez d'illusions pour rassurer la conscience puritaine du capitalisme anglo-saxon. Souhaitons sans trop croire que dans l'évolution économique de la Chine se trouvent les éléments qui transformeront la révolte spontanée des paysans en une action déterminée et positive contre le dollar roi et contre l'Etat autoritaire et fasciste.

— Le pouvoir peut ignorer cela. Laissez-moi faire ?

— Les présidents des centres sont personnellement responsables de la production des kolkhozes de leurs secteurs. Si, par exemple, ce plan n'est pas exécuté, ils sont signalés dans les journaux pendant leur poste, peuvent être poursuivis.

Aussi sont-ils complices des truquages.

Il y a bien une épuration de temps à autre. La dernière qui a eu lieu en 1946,

me, moins corrompu, possédant plus d'autorité et susceptible de garantir à Wall-Street leur investissement dans des entreprises RENTABLES, sûrs qu'ils étaient de pouvoir freiner l'Etat-impérialiste de la Chine, dans l'impossibilité de se passer d'eux.

Il semble d'ailleurs que le Département d'Etat ne s'en soit pas tenu là. Son refus d'aider la Chine nationaliste, n'a pas empêché l'apparition sur le front d'une aviation nombreuse et jusqu'ici inconnue. Tout le monde connaît l'« indépendance » des géants américains et il est possible que tel Clancy en Europe, Mac Arthur soit l'argument discret et désavouable dont on se sert dans les coulisses. L'offensive communiste ailleurs perdu ce caractère spectaculaire qu'elle avait il y a un mois. Des explications ont certes été données, mais nous savons que les militaires n'en sont jamais avares.

Dans cette gigantesque qui se joue en Asie, l'homme compte pour peu. Dans la stabilité retrouvée, il y a assez d'illusions pour rassurer la conscience puritaine du capitalisme anglo-saxon. Souhaitons sans trop croire que dans l'évolution économique de la Chine se trouvent les éléments qui transformeront la révolte spontanée des paysans en une action déterminée et positive contre le dollar roi et contre l'Etat autoritaire et fasciste.

— Le pouvoir peut ignorer cela. Laissez-moi faire ?

— Les présidents des centres sont personnellement responsables de la production des kolkhozes de leurs secteurs. Si, par exemple, ce plan n'est pas exécuté, ils sont signalés dans les journaux pendant leur poste, peuvent être poursuivis.

Aussi sont-ils complices des truquages.

Il y a bien une épuration de temps à autre. La dernière qui a eu lieu en 1946,

me, moins corrompu, possédant plus d'autorité et susceptible de garantir à Wall-Street leur investissement dans des entreprises RENTABLES, sûrs qu'ils étaient de pouvoir freiner l'Etat-impérialiste de la Chine, dans l'impossibilité de se passer d'eux.

Il semble d'ailleurs que le Département d'Etat ne s'en soit pas tenu là. Son refus d'aider la Chine nationaliste, n'a pas empêché l'apparition sur le front d'une aviation nombreuse et jusqu'ici inconnue. Tout le monde connaît l'« indépendance » des géants américains et il est possible que tel Clancy en Europe, Mac Arthur soit l'argument discret et désavouable dont on se sert dans les coulisses. L'offensive communiste ailleurs perdu ce caractère spectaculaire qu'elle avait il y a un mois. Des explications ont certes été données, mais nous savons que les militaires n'en sont jamais avares.

Dans cette gigantesque qui se joue en Asie, l'homme compte pour peu. Dans la stabilité retrouvée, il y a assez d'illusions pour rassurer la conscience puritaine du capitalisme anglo-saxon. Souhaitons sans trop croire que dans l'évolution économique de la Chine se trouvent les éléments qui transformeront la révolte spontanée des paysans en une action déterminée et positive contre le dollar roi et contre l'Etat autoritaire et fasciste.

— Le pouvoir peut ignorer cela. Laissez-moi faire ?



A LA S.N.C.F.  
LA DUPERIE  
du  
Reclassement

Le « Cheminot de France », organisme des syndicats chrétiens de cheminots (C.F.T.C.), déclare le 16 novembre, qu'il faut coordonner tous les efforts. Il publie une lettre que la C.F.T.C. a adressée aux autres organisations. C'est à dire la C.G.T., Autonomes, Cadres. La C.F.T.C. propose de discuter pour la nième fois de la question devant la Commission ministérielle.

Et les chrétiens, par la plume de Delser, ne manquent pas de bon sens en déclarant : « Il est hors de doute que le problème du reclassement est un de ceux qui peuvent être réglés sans que des divergences doctrinaires viennent diviser les parties en cause... »

Evidemment, si la C.F.T.C., ni la C.G.T., ni le S.P.I.D., ni F.O., ne peuvent être divisées lorsqu'il s'agit précisément DE DIVISER LES CHEMINOTS.

« Pas de divergences doctrinaires sur le reclassement », dit la C.F.T.C. Seulement, elle s'est prudemment abstenue de contacter la C.N.T. Car, précisément, la F.T.R. (C.N.T.) fait du reclassement un point de doctrine syndicaliste. Et ces messieurs le savent bien.

Le 3 décembre, sur cette question du reclassement, la F.T.R. répondait aux surveillants de Toulouse : « Cette vaste partie de cache-cache, cet immense mouvement de jésuitisme, de mensonge, d'escroquerie, c'est épouvantable duperie qu'est ce qu'il est convenu d'appeler : le Reclassement... » C'est une augmentation hiérarchique et déguisée, un crime perpétré sur le dos des agents des petites échelles. C'est une malpropreté, une lâcheté, dont les basses échelles sont les frais... Un reclassement imprudent automatiquement quelque sorte d'injustice.

Il fallait satisfaire SEULEMENT ceux

dont le salaire est en-dessous du prix

de la vie, en-dessous des conditions

requises pour vivre NORMALEMENT...

En réalité, le mot « reclassement » a été lancé par des gens dont l'intérêt le plus strict est de bernier la classe ouvrière. Il a été inventé pour lasser la comitivité du prolétariat et le détourner des seules solutions qui peuvent véritablement améliorer son sort. Il a été surtout inventé pour la noyer dans la brume des intérêts égoïstes et discordants dont la jalouse est le moteur. Au nom de toutes les hiérarchies, de toutes les responsabilités, on lui a fait perdre de vue que le premier intérêt de TOUS les hommes est avant tout : VIVRE... Le Reclassement, ce sera toujours la bouteille à encré et une blague, dont tous ceux qui nous dirigent sauront avec art, n'en doutons pas, tirer le profit... Les basses échelles continueront donc à tirer le diable par la queue, pendant que les agents des échelles 18 et au-dessus toucheront, par mois, environ 45.000 à 20.000 francs de plus. La vraie solution est dans un changement radical des mœurs. Elle est dans la suppression de la hiérarchie des salaires. Elle est dans le droit à la vie pour tous. Elle est donc, qu'on le veuille ou non, dans la révolution sociale, c'est-à-dire l'évolution humaine... Aussi longtemps que les travailleurs accepteront le système des primes, du rendement, des notes de fin d'année, des grades, ils seront bernés, joués, trahis, exploités. Ils n'auront pas à protester, puisqu'ils accepteront pour d'autre ce qui les blesse eux-mêmes. Et tandis qu'elles proposent une échelle à l'autre, on les attirera tout doucement devant le fait accompli, qui les mettra bientôt tous d'accord, qui les mettra bientôt tous à vivre.

Tourneuilane, dans la « Tribune » du 15 décembre, fixe la position de la Fédération C.G.T., qui est identique à celle de la C.F.T.C. DIVISER POUR REGNER, tel est le mot d'ordre des grands centraux d'aujourd'hui.

Dans le même torchon, Crapier a cette phrase, qui est tout un poème : « C'est à se demander si c'est encore nécessaire de dépenser tant d'argent pour maintenir une direction de la S.N.C.F. »

A-t-elle existé quelques fois, cette direction ? N'est-elle pas, depuis la « Libération », rue Pierre-Sémard ? Comme s'il n'était pas de notoriété publique que C.G.T. et direction de la S.N.C.F. agissent de concert. La montée en flèche, dans la hiérarchie, de Tourneuilane et de sa smala en est une preuve suffisante. Les uns et les autres s'épaulent et se poussent aux fauteuils. La direction appuie les bonzes cégétistes, lesquels, à leur tour, rendent la politesse à la direction. Le tout, sur le dos des coyons de syndicats.

Et ils nous font un os à ronger : le reclassement. On en parle depuis des années. On en parlera encore pendant des années. On en parlera aussi longtemps que les cheminots seront assez lâches pour se laisser manœuvrer par une bande de gangsters tous plus parasites les uns que les autres : directeurs de tous acabit, permanents stipendiés des syndicats, jouant de la jalouse humaine comme d'autres du pistolet.

Le reclassement ? Tant que les cheminots seront assez bons princes pour encasiner les coups de pied au derrière sans rien dire, il ne sera pas terminé !

R. BEAULATON ET F. ROBERT.

C. N. T.

28, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX<sup>e</sup>. Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

U.S. Chatou-Croissy et St-Germain. Réunion d'informations le 9 janvier, à 9 heures, à Saint-Germain-en-Laye.

Intercooperative de Brest. — Nous invitons tous les camarades syndicalistes de Brest à assister à l'importante réunion du dimanche 9 janvier, à 9 h. 30, local de la C.N.T.

1<sup>re</sup> REGION

Marseille. — 22 janvier, à 20 heures, aux Salons Longchamp, boulevard Longchamp, grand festival.

Prière de se munir de cartes d'invitation qui seront distribuées chaque mercredi soir et dimanche matin, au siège du syndicat, Bar Artistic et 8, square du Staline grand, Marseille.

« LA VACHE ENRAGEE »

Les Goquettes des Chansonniers et interprètes de « La Vache enragée » et de « Chantons quand même !... » reprennent toute la semaine du 9 au 13 heures 59, rue de la Glacière et se poursuivront le 9 janvier à la même heure et ensuite tous les samedis à 21 heures.

Le Bal de La Vache enragée aura lieu le 8 janvier à 23 h. 30, au profit de sa caisse d'entraide.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## BILAN 48

### D'une année de DÉSASTRE à une année d'ESPÉRANCE

L'ANNÉE qui se termine est à marquer d'une pierre blanche par le monde ouvrier, par les syndicats de France. Elle a vu la scission de l'énorme C.G.T., colosse aux pieds d'argile, une scission « non valable » comme disait l'Autre parce que axée sur la politique, pour des buts politiques, dirigée, encorsetée par des politiciens. Elle a vu l'écart grandir entre les salaires et les prix d'une façon telle que le pouvoir d'achat des masses laborieuses se trouve réduit en ce premier janvier 1949 à 45 p. 100 du pouvoir d'achat de ces mêmes travailleurs en 1938, année qui, cependant, marquait déjà une nette régression si on veut bien la comparer avec 1929.

1948 a été marqué de terribles surauts, de grèves « sauvages », désespérées, immédiatement exploitées par le parti stalinien, ne cherchant qu'à lutter contre le plan Marshall, qu'à affaiblir le pays par simple souci de politique pro-stalinienne, sans tenir aucun compte des aspirations profondes des masses aux abois et préparant de ce fait la voie aux expériences totalitaires de quelque horizon qu'elles viennent. Les mines, en particulier, ont été l'objet de l'attention de tous ces fringants messieurs et le prolétariat du sous-sol a pu, au cours de la plus longue grève de son histoire, mesurer la distance existant entre les promesses des partis syndicaux et la réalité de chaque jour. 1948 a vu le découragement envahir la population exploitée par un patronat

sûr de l'impunité et trahi par des centraux aux initiales trompeuses, la désertion des syndicats, le triomphe de gouvernements aux ordres, utilisant au maximum une police, une magistrature, une armée durement stylées.

Grèves du Livre, des transports, des dockers, des marins, des métallurgistes, etc... Des milliers de grèves. POUR RIEN. Pour rien parce que partant de rien principes, pour de faux buts, avec de faux guides à leur tête.

1948 a enfin vu une nouvelle élosion de syndicats JAUNES ; une étonnante dispersion des forces ouvrières — ouvrant toutes bien entendu pour l'unité, au nom de la liberté, dans une atmosphère d'apolitisme tutu. C.G.T., Kominform, C.G.T., Wall Street, C.G.T., Rome, C.G.A. propriétariats C.G. Cadres technocrate et bourgeoisie, Confédération Générale du Commerce et de l'Industrie (!), tous et toutes sourient à droite, sourient à gauche, serrant à tour de rôle la main de Villiers, grand-prêtre de la Confédération nationale du Patronat français, tantôt pour le plan Marshall, tantôt contre. Tous et toutes bafouant, birmant, exploitant, se moquant du malheureux proléttaire, du pauvre exploité, ahuri par tant de dialectique, marches et contremarches, à qui l'on demande que sa cotisation mensuelle et d'obéir aux ordres papaux. Discipline ! Enfin la promesse formelle de bonnes lois hypersclématrices, de réduction du droit (sic) de grève, le renforcement des troupes « spécialisées » et le programme français (les 4 millions de Daniel Mayer). F.O. et les syndicats chrétiens connaissent bien, eux, les générées douces.

Longtemps l'on sait que cette Fédération adhéra à l'« Internationale des Gens de Mer », un organisme subventionné par Moscou suivant un mécanisme minuiseusement décrit par Jean Valtin dans ses livres « Sans patrie ni frontière », on reste confondu devant l'effronterie de ces gens-là.

Dire que l'« Imprimerie Française » (C.G.T.) est le journal officiel de l'entreprise, c'est tout au plus, culte du réveil, c'est tout au plus, culte du réveil, EIMI, et de quelques-uns de ses acolytes qui essaient, dans le dernier numéro, de justifier leur « patron » :

Et puisque Avena parle des décisions de Congrès, il ne soit sans doute pas dans l'intérêt de la cause communiste de faire de cette paix définitive entre tous les peuples. Et c'est en respectant ces décisions que je suivrai tous ceux qui, même comme « le citoyen du monde » Garry Davis, ont horreur des guerres.

Quant à toutes les autres critiques visant la C.G.T., on en reparlera. Mais il y a réellement quelques mois, la grosse majorité de nos camarades ont répondu comme il convenait, à tous les Avena, et c'est ce qui diffère d'après.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Quant à toutes les autres critiques visant la C.G.T., on en reparlera. Mais il y a réellement quelques mois, la grosse majorité de nos camarades ont répondu comme il convenait, à tous les Avena, et c'est ce qui diffère d'après.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Et l'intellectuel de chef-lieu de canton qui signe « les Montagnards » de faire de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui préside à la lutte.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Et l'intellectuel de chef-lieu de canton qui signe « les Montagnards » de faire de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui préside à la lutte.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Nous répondrons au pisse-copie que les anarchistes se réjouissent de l'Utopie et de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui préside à la lutte.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Nous répondrons au pisse-copie que les anarchistes se réjouissent de l'Utopie et de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui préside à la lutte.

Dès lors, il est émis sur le déroulement possible d'une telle opération, dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) ou préconisé de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelques-uns pour alimenter le fonds de guerre.

Nous répondrons au pisse-copie que les anarchistes se réjouissent de l'Utopie et de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui préside à la lutte.

Nous répondrons encore à M. Coulandon que si les chemins de l'anarchie se perdent, ceux du socialisme parlementaire mènent loin. C'est bien le même M. André Coulandon, en effet, qui député de la S.F.I.O., vota à Vichy des pouvoirs à Pétain, ce qui lui vaut aujourd'hui d'être inélégible... et consul de Belgique.

M. Coulandon, d'ailleurs, fut résistant... c'est-à-dire qu'il participa aux combats de l'anarchie.

risquent fort de subir le sort de tous les traitres.

Pour la première fois — d'une manière consciente — la grève à caractère gestionnaire a tendu à remplacer la grève sur le tas. Cette conception anarchiste de l'action ouvrière a bouleversé toute la stratégie des bonzes, visées aux sièges confédéraux. En réactionnaires qui se respectent, ils se sont dressés contre elle.

UNANIMENT ET DANS LE S FAITS, mais l'IDEE a fait son chemin dans les masses et demain verront aucun doute des tentatives de gestion directe beaucoup plus poussées, plus étendues, plus généralisées.

1948 aura vu AUSSI la tenue de la Conférence nationale syndicaliste organisée les 20 et 21 octobre par le Co-

mité de liaison des Syndicats autonomes et la création d'un Cartel national d'unité d'action syndicaliste où, fraternellement uni, au coude à coude, voisinent et luttent tous ceux qui veulent qu'effectivement CELA CHANGE. Pas seulement par la parole mais par les actes, dans la réalité. Syndicats Autonomes, Confédération Nationale du Travail, minorités révolutionnaires agissantes de la C.G.T., de F.O., de la Fédération de l'Education nationale, 1949 s'ouvre à votre action comme un champ de bataille. Il vous faudra lutter, implacablement, férolement. Vous seul pouvez écraser les forces du mal conjuguées. Par votre violence, par votre pureté vous vaincrez, mes camarades, parce que vous êtes les plus forts. Plus forts que les pitres à face rouge et à cœur blanc, plus forts que les « valables » à talons écarlates, plus forts que tous ces réformistes à sang de navet, parce que décidés à revitaliser ce qui a fait le pur syndicalisme : l'action directe, l'abolition du salariat et du patronat.

Wall Street, Moscou, de Gaulle, vous ne passerez pas !...

Place à la Révolution sociale !

J. BOUCHER.

La semaine prochaine :  
L'association capital-travail et les Comités d'Entreprise

### PROGRAMME MINIMUM du Cartel d'Unité d'Action syndicaliste

La semaine dernière, nous avons donné ici le texte intégral de la Charte du Cartel, nous nous devions cette semaine de diffuser son programme minimum.

La Conférence se prononce pour le programme minimum suivant, sur lequel tous les membres participants s'engagent à ouvrir la lutte en vue de son aboutissement total.

Elle se déclare pour :

1<sup>re</sup> La suppression du blocage des salaires.

2<sup>e</sup> La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

3<sup>e</sup> Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938.

4<sup>e</sup> Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution de salaire.

5<sup>e</sup> Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait présentement intégral de la salaire sur la base de 40 heures de travail.

6<sup>e</sup> Pour la suppression des zones de salaire — des primes de rendement — du salaire à la tâche sans normes préalables.

7<sup>e</sup> Pour la compression de l'éventail des salaires.

8<sup>e</sup> Contre l'arbitrage obligatoire.

9<sup>e</sup> Pour l'organisation des Comités de chômeurs sous contrôle syndical.

10<sup>e</sup> Pour la garantie du salaire minimum vital aux vieux travailleurs.

11<sup>e</sup> Pour l'organisation de l'apprentissage.

12<sup>e</sup> Pour la fixation du minimum vital des fonctionnaires dans les conditions prévues statutairement.

13<sup>e</sup> Pour la financement total du reclassement des fonctionnaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949.

Elle se prononce

Contre la capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association du capital et du travail.

Elle se déclare

Pour la défense des libertés ouvrières.

Pour le respect du droit de grève.

Pour toutes les grèves apolitiques et revendicatives et plus particulièrement pour toute grève à caractère gestionnaire.

Elle se prononce